

Le Canada signe des méga-accords

(Suite de la page 8)



CANADA'S YEAR
OF ASIA PACIFIC
1997 L'ANNÉE
CANADIENNE DE
L'ASIE-PACIFIQUE

Le Sommet de l'APEC

Les Philippines

Le 29 novembre, le premier ministre Jean Chrétien et le président Fidel V. Ramos des Philippines ont assisté à la signature de 26 des 30 nouveaux accords commerciaux, évalués à 2,3 milliards \$, qui ont été conclus durant la visite officielle de cinq villes du Canada entreprise par le président Ramos.

La délégation de l'«Équipe Philippines» regroupait des ministres de premier plan et cent représentants des secteurs des télécommunications, de la construction, de l'alimentation, du transport et des finances.

«L'arrivée au Canada d'une délégation commerciale dirigée par M. Ramos, si tôt après la mission commerciale d'Équipe Canada aux Philippines, en janvier 1997, démontre clairement la réussite et l'impact de notre mission, qui a soulevé un grand enthousiasme en faveur de l'expansion du commerce entre nos deux nations» a déclaré le premier ministre.

Plus de 30 petites et grandes entreprises, établissements d'enseignement

et organisations canadiennes ont profité de la visite. L'une d'entre elles, AFCAN Inc. de Montréal, qui se spécialise dans la conception et la construction d'hôpitaux dans toutes les régions du globe, a signé un accord d'élaboration de projet avec le groupe Primetown Property de Manille. Le projet de 61,6 millions \$ prévoit que les deux entreprises procéderont conjointement à la conception, à la construction, à l'équipement et à la gestion d'un centre de soins ambulatoires dans la région de la capitale nationale de Mandalugang. AFCAN, qui compte dix employés, travaille avec Primetown depuis un an et prévoit que le centre de soins sera fonctionnel au début de 1998.

Le Japon

Le premier ministre Ryutaro Hashimoto et le premier ministre Chrétien se sont rencontrés le 27 novembre à Ottawa pour réaffirmer leur engagement à renforcer les relations entre le Canada et le Japon. Il s'agissait de la première visite officielle d'un premier ministre

japonais au Canada depuis 1989.

Les deux chefs d'État ont souligné l'importance d'une coopération économique croissante, notamment en matière de commerce, d'investissements directs et de placements de portefeuille mutuellement avantageux. Ils ont aussi convenu en principe de revoir la convention de double imposition entre le Canada et le Japon, ce qui améliorera l'emploi et les conditions commerciales en supprimant l'obligation pour les entreprises canadiennes établies au Japon de payer les impôts locaux, et vice-versa, et permettra aux deux pays de réaliser des économies de millions de dollars.

On a aussi annoncé qu'une délégation commerciale canadienne de haut niveau se rendrait au Japon au printemps prochain pour explorer les différentes façons d'accroître le commerce et les investissements.

Le 20 novembre, des entreprises canadiennes à la recherche de possibilités d'investissement et de débouchés commerciaux avec des partenaires japonais dans des pays tiers ont bénéficié d'un autre événement favorable. La Société pour l'expansion des exportations (SEE) et le ministre du Commerce international et de l'Industrie du Japon ont conclu un accord qui devrait augmenter l'appui fourni aux projets canado-japonais entrepris dans d'autres pays (voir l'article au bas de la page 10).

Le Sommet de l'APEC (Suite de la page 7)

avec tous les secteurs de la société, en mettant un accent particulier sur les jeunes, les universitaires, les travailleurs et les entreprises, surtout les petites entreprises;

- créer la Fondation de l'APEC pour l'éducation, organiser en 1998 le Camp de compétences professionnelles de l'APEC et le Festival des sciences et de la technologie pour les jeunes de l'APEC, et fonder le Carrefour de l'éducation de l'APEC, qui s'emploiera notamment à accorder des bourses

d'études à des étudiants;

- tenir une Réunion ministérielle sur les femmes en 1998 à Manille et une Conférence ministérielle sur l'éducation en 1999 à Singapour.

- accueillir comme nouveaux membres le Pérou, la Russie et le Vietnam, et convenir d'une période de consolidation de dix ans après laquelle le dossier des adhésions sera remis à l'étude.

CanadExport On-Line

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/francais/news/newsletr/canex>